



Rapport de recherche

PROGRAMME ACTIONS CONCERTÉES

Une analyse de long terme des inégalités et de la mobilité socio-économiques par cohorte de naissance et selon le revenu et la consommation des familles économiques et selon l'éducation des parents: 1965-2015

Chercheur principal

Philip J. Merrigan, U. du Québec à Montréal

Cochercheurs

Marie Connolly, Université du Québec à Montréal

Catherine Haeck, Université du Québec à Montréal

Simon Langlois, Université Laval

Pierre Lefebvre, Université du Québec à Montréal

Amélie Quesnel Vallée, Université McGill

Nom des partenaires du milieu impliqués dans la réalisation du projet

Institut du Nouveau Monde/Observatoire québécois des inégalités

CIRANO

Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale

Direction de la recherche, MTESS

Établissement gestionnaire de la subvention

U. du Québec à Montréal

Numéro du projet de recherche

2016-PU-195601

Titre de l'Action concertée

Pauvreté et exclusion sociale-Phase 3

Partenaires de l'Action concertée

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, la Société d'habitation du Québec et le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC)

RÉSUMÉ

1. Titre : Une analyse de long-terme des inégalités socio-économiques par cohorte de naissance et selon le revenu et la consommation des familles économiques : 1965-2015.

2. Principales questions de recherche et/ou hypothèses

Nos projets de recherche proposent des analyses empiriques de très longue durée utilisant un très grand nombre d'enquêtes à travers le temps étudiant (1) les inégalités dans le bien-être des ménages basées sur la consommation des ménages; (2) les inégalités intergénérationnelles transmises par l'éducation universitaire des parents; (3) des inégalités dans les chances de réussir à l'école basées sur des résultats de tests objectifs internationaux d'aptitude en lecture, en science, et en mathématiques et ce au Québec et ailleurs au Canada.

Nos principales questions de recherche sont les suivantes :

1. Comment ont évolué le mécanisme de la transmission intergénérationnelle de l'éducation universitaire et la mobilité sociale par l'intermédiaire de l'éducation au Québec par rapport au reste du Canada, durant les 30 dernières années ?
2. Comment ont évalué les inégalités des résultats de tests internationaux d'aptitude au primaire et au secondaire au Québec par rapport au reste du Canada depuis le début du troisième millénaire?
3. Comment ont évolué les inégalités dans la consommation des ménages au Québec par rapport au reste du Canada depuis 1969? Est-ce les nouvelles générations de Québécois se trouvent dans des sociétés plus inégales que celle il y a 50 ans ? Comment ont évolué les inégalités selon les générations ?

3. Résultats

Pour la première question, analysée avec 14 enquêtes de 1985 à 2010, dans lesquelles il est possible d'observer le niveau d'éducation du répondant ainsi que celui du père et de la mère du répondant. Des analyses de régression, avec un échantillon de jeunes répondants de 25 à 34 ans ont montré que la force de transmission intergénérationnelle des inégalités par l'intermédiaire de l'éducation universitaire des parents a graduellement baissé dans les deux régions, mais ce mécanisme semble un peu plus important au Québec. Ceci est vrai autant pour l'éducation universitaire du père comparée à celle de la mère. Cependant, la transmission provenant du père est quantitativement beaucoup plus importante que celle provenant de la mère. Ce fait pourrait possiblement changer dans les prochaines décennies étant donné la progression phénoménale de la diplomation universitaire des femmes depuis 30 ans. Dans l'avenir, la recherche devrait chercher à déterminer si cette transmission des inégalités se fait maintenant plutôt à travers le type de diplôme ou l'occupation comme le souligne le sociologue britannique John Goldthorpe. Avec la même enquête et une approche markovienne nous trouvons que la mobilité sociale généralement a augmenté lentement au Québec et au Canada depuis 1985 mais est un peu plus importante au Québec.

Notre seconde analyse concerne l'évolution des inégalités au Québec dans les tests cognitifs internationaux et la comparaison à ceux observés ailleurs au Canada. Plusieurs tests ont été considérés pour l'analyse, le PISA, le TIMMS, et le PIRLS. Le PISA s'applique aux enfants de 15 ans, le TIMMS aux enfants de huitième année et le PIRLS aux enfants de quatrième année.

Nous concluons à partir de nos échantillons qu'il n'y a pas de preuves probantes que ces inégalités sont relativement plus fortes au Québec ou qu'il existe des tendances fortes de progression des inégalités dans les résultats. Cette conclusion est fort différente que celle du Conseil supérieur de l'éducation en 2016 dans son rapport sur les besoins en éducation qui trouvait que les inégalités dans le système éducatif sont beaucoup plus fortes au Québec et que cet état de fait serait causé par la présence du système privé. Nous pensons qu'avant de réformer le système éducatif, tel que suggéré par le Conseil en augmentant la mixité des classes, des analyses plus poussées doivent être entreprises pour déterminer si le secteur privé contribue fortement aux inégalités dans la réussite scolaire. En effet, ce secteur semble très efficace en termes de la réussite scolaire. De plus les causes de cette efficacité ne sont pas bien connues. Des interventions ciblées sur des enfants défavorisés seraient possiblement plus efficaces et moins coûteuses pour réduire les inégalités que des réformes majeures comme celles mises en place au début du millénaire au primaire et au secondaire qui n'ont pas produit les effets escomptés.

Pour la troisième question, à l'aide de deux enquêtes répétées dans le temps et réalisées par Statistique Canada nous traçons le portrait de l'évolution des inégalités des ménages à l'aide de plusieurs mesures telles que l'indice de Palma, l'indice de Gini, la mesure des seuils de faible revenu de l'OCDE, et les ratios de percentiles. Ceci est entrepris pour le Québec et pour l'ensemble du Canada sur une période allant de 1969 à 2013. Peu importe la manière de mesurer les inégalités nous notons une forte croissance des inégalités des années 70 jusqu'à la fin des années 90 puis une stabilisation jusqu'à nos jours et ce même pendant la grande récession suivant 2008 et ce pour tous les types de ménages, autant au Québec que

dans le reste du Canada. Cependant, des ajustements dans la façon de considérer les dépenses des ménages contribuent à montrer de manière plus nette que les inégalités dans la consommation des ménages sont plus faibles au Québec en particulier pour les ménages de plus d'une personne et depuis 20 ans. Mais, de manière globale, nos résultats descriptifs et analyses de régression suggèrent qu'une tension existe entre des politiques de transferts et de redistribution généreuses et les hauts taux marginaux de taxation pour les hauts revenus au Québec. En effet, si ces politiques peuvent avoir un effet négatif sur les inégalités, elles causent possiblement un retard dans la croissance économique qui pourrait réduire l'assiette fiscale per capita. D'autres recherches sont nécessaires dans ce sens cherchant à déterminer s'il existe un lien entre une inégalité plus faible au Québec et un niveau de vie moyen plus bas que dans le reste du Canada.

4. Contexte historique du projet en lien avec en lien avec l'appel de proposition et les besoins exprimés par les partenaires

Par un travail considérable de programmation et de traitement de près de 45 enquêtes de Statistique Canada et autres nous avons tracé la voie pour le type de recherches présentées dans cette action concertée. Le code informatique accessible à tous permettra aux chercheurs et partenaires d'actualiser régulièrement ce travail afin de continuer à présenter les inégalités dans un contexte historique et de manière multidimensionnel. Ce travail nous a permis de montrer qu'il n'existe pas de tendances importantes dans la croissance des inégalités au Québec et que ce dernier fait plutôt bien par rapport au reste du Canada. Cela ne suggère certainement pas de cesser les efforts pour les réduire, car elles ont été beaucoup plus faibles dans un passé de moins en moins récent.